

PRÉSENTATION

Fabien Granjon, Josiane Jouët et Thierry Vedel

La Découverte | « Réseaux »

2011/6 n° 170 | pages 9 à 15

ISSN 0751-7971

ISBN 9782707170064

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-reseaux-2011-6-page-9.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

PRÉSENTATION

Fabien GRANJON
Josiane JOUËT
Thierry VEDEL

Ce numéro tente d'apporter une contribution à la compréhension des phénomènes complexes qui se jouent entre l'actualité et la citoyenneté. Les liens entre la consommation d'information relevant du politique et l'intérêt pour la sphère publique qui érige l'individu en citoyen ont certes été démontrés par la recherche. Mais, dans de nombreux travaux, cette relation est abordée sous l'angle d'un lien de causalité directe et simpliste qui oblitère les nombreux autres facteurs sociaux qui façonnent l'expérience civique des individus. Ainsi, creuser les multiples interactions qui se nouent autour de la réception de l'actualité et de l'implication citoyenne est le propos de ce dossier qui ne saurait être qu'une ouverture à des prolongements heuristiques dans ce champ encore peu exploré en France.

Aujourd'hui, l'émergence du numérique bouleverse les usages sociaux de l'information. Les individus ont désormais accès à une multitude de sources d'information et cette abondance recompose pour partie leur rapport à l'actualité et leurs modes de consommation des nouvelles. Les répertoires de pratiques informationnelles s'étendent sensiblement et se recomposent autour d'entrelacements inédits. L'enquête « Media in Life » conduite par Médiamétrie en 2007 nous rapporte par exemple que 70 % des Français de plus de 13 ans pratiquent au moins trois médias sur une journée de semaine (65 % en 2006) et ont, en moyenne, un peu plus de 32 contacts médiatiques par jour. Cette étude montre également que, dans un même quart d'heure, les enchaînements intermédiatiques sont en augmentation, surtout chez les internautes (+ 9 %) et notamment chez les 18-24 ans (+ 16 %). Par exemple, à l'heure du journal télévisé, plus de 5 % des téléspectateurs ont également un contact avec la presse écrite et plus de 43 % des internautes ont un contact avec la télévision.

De même, une autre enquête menée en 2009 par le laboratoire SENSE (Orange Labs¹), démontre l'existence de configurations matérielles spécifiques liées aux usages combinés des « trois principaux écrans » (TV, Internet, téléphone mobile) : 92 % des internautes français utilisent la télévision pour s'informer et 58 % des internautes français consultent le réseau des réseaux à la recherche d'actualités. Parmi ceux qui utilisent la télévision avec un objectif d'information, ils sont 55 % à consulter aussi Internet et 13 % à se livrer de surcroît à des consultations d'information sur leur téléphone mobile. À l'évidence, l'écosystème informationnel se complexifie et les usages sociaux de l'actualité sont de plus en plus variés et individualisés, et ce, même si certaines habitudes perdurent. De fait, les pratiques informationnelles sont le fruit d'une sédimentation d'expériences et de comportements qui s'ajustent en permanence et singulièrement à l'évolution de l'offre médiatique, laquelle tend également à faire bouger les formes de l'action citoyenne. En outre, les fonctionnalités offertes par l'Internet permettent également aux internautes d'être des diffuseurs, voire même, dans certains cas, des producteurs d'information.

Curieusement, alors que l'on dispose aujourd'hui de nombreux travaux empiriques sur la consommation des contenus numériques dans le domaine culturel, la recherche francophone s'est peu penchée sur les nouvelles formes de réception de l'actualité et, en particulier, de l'information politique. Ce numéro se propose de combler, en partie, cette lacune. Il questionne l'exercice profane de la citoyenneté, qui ne réduit pas l'individu à un électeur, mais l'envisage comme un membre de la cité attentif à son environnement et aux événements du monde.

Le dossier s'ouvre par un texte de synthèse théorique consacré à une revue critique de l'abondante littérature anglo-saxonne sur les usages sociaux de l'actualité. Les auteurs (Fabien Granjon et Aurélien le Foulgoc) montrent que nombre des travaux menés en ce domaine s'intéressent peu à la réception des contenus d'information et font assez largement abstraction des rapports qui existent entre l'usage des contenus d'actualité et la vie quotidienne des individus. Ils relèvent également que les résultats produits sont contrastés, parfois même contradictoires et sont mâtinés d'un médiacentrisme qui tend à renforcer un certain désintérêt pour les dissemblances sociales des publics, ainsi qu'à gommer les spécificités matérielles des expériences médiatiques. Il s'agirait pourtant de rechercher quels sont les régimes d'expériences et les formes de construction sociale des significations en lien avec leurs diverses positions de lecteurs, d'auditeurs, de téléspectateurs, d'internautes, d'agents sociaux et de

1. SENSE (2009), *Consommation de contenus cross media*, étude statistique, Issy-les-Moulineaux.

citoyens. L'hégémonie relative des approches fonctionnalistes et notamment celles poursuivant le paradigme des *Uses and Gratifications* pose à l'évidence question. Peut-être que ce constat serait à mettre en relation avec des effets de champ propres aux sciences sociales anglo-saxonnes qui sont devenues ces dernières années de plus en plus concurrentielles. Dans ce contexte, pour les universitaires, un des meilleurs moyens d'acquérir une notoriété scientifique est sans doute de se greffer sur des travaux séminaux, des questions déjà formulées et des problématiques ayant eu un retentissement académique et/ou médiatique (pensons par exemple à la notion de *social capital*) et de les conforter en décalant (modestement) certains des attendus, ou en variant les terrains d'enquête (e.g., supports, populations, etc.), ou encore, *a contrario*, en cherchant à les invalider en proposant des résultats différents de ceux qui ont été déjà produits et adoués par la communauté des chercheurs du domaine. En l'occurrence, l'existence d'un débat scientifique au (trop) long cours ne garantit absolument pas le renouvellement des cadres d'analyse qui permettrait de prendre en compte tout ou partie des évolutions concernant les écosystèmes médiatiques, les formats de l'actualité, les pratiques consommatoires, ainsi que la transformation des rapports sociaux qui traversent aujourd'hui les sociétés capitalistes avancées et peut-être plus particulièrement encore la société américaine.

Deux articles analysent ensuite les résultats empiriques de l'ANR « Médiapolis, information politique et citoyenneté à l'ère numérique », projet de recherche pluridisciplinaire qui associe des politologues du CEVIPOF (Sciences Po) et des sociologues du CARISM (IFP/Université Panthéon-Assas). Le projet « Médiapolis » vise à étudier et à analyser les relations entre les pratiques informationnelles, les pratiques de sociabilité et les pratiques citoyennes dans un contexte de reconfiguration des systèmes médiatiques. Il aborde également le rôle de l'information politique dans les engagements ordinaires qui ne relèvent pas de l'activisme politique. Un intérêt particulier est porté aux transformations que l'Internet induit dans les usages sociaux de l'information politique et dans le tissage des pratiques sociales citoyennes.

Le projet « Médiapolis » est articulé autour de trois axes d'investigation dont le premier vise à saisir les ressorts des pratiques informationnelles dans le domaine politique. En effet, si, en France, les pratiques politiques *stricto sensu* sont bien étudiées, les pratiques d'information politique et leurs relations avec les modes de sociabilité demeurent largement méconnues. Le deuxième axe se propose de saisir l'évolution des publics-citoyens liée au redéploiement des supports d'information et au développement de l'Internet. La recherche aborde la variété des usages sociaux de l'information politique numérique, tout comme la circulation

de contenus multimédias sur l'actualité politique dans les réseaux de sociabilité. Le dernier axe repose sur une analyse de la citoyenneté ordinaire à partir des usages de l'information politique et des engagements (discussions politiques, énonciation d'opinions) qui se nouent dans les modes de sociabilité, en face à face ou en ligne, autour du politique. La recherche rejoint ici l'attention nouvelle qui est portée aux formes ordinaires de la politisation, peu connues par rapport à ses formes institutionnelles ou militantes.

Sur le plan méthodologique, « Médiapolis » met en œuvre plusieurs techniques de recherche à la fois quantitatives (enquête par sondage, suivie de conversations politiques à partir d'un site Internet dédié) et qualitatives (entretiens en face à face, focus groups, observation ethnographique en ligne). Les résultats de l'enquête par sondage, réalisée auprès d'un échantillon de 1754 individus représentatifs de la population française de 15 ans et plus, sont disponibles en ligne². Une première présentation des grands résultats de ce sondage, croisés avec un terrain d'entretiens qualitatifs, a été récemment publiée³. Les contributions de « Médiapolis » dans ce numéro présentent, respectivement, l'analyse de traitements statistiques plus fouillés des résultats du sondage conduit par le CEVIPOF, et l'analyse d'une sélection des focus groups menés par le CARISM.

L'article intitulé « Usages des médias et politique : une écologie des pratiques informationnelles » approfondit les résultats de l'enquête quantitative en recourant à l'analyse des correspondances multiples. Les trois co-auteurs (Viviane Le Hay, Thierry Vedel et Flora Chanvriil) spécifient l'intérêt de cette méthode qui confirme le poids des variables sociodémographiques classiques (l'âge, le niveau d'éducation, les catégories sociales) dans les modes de consommation des médias comme dans la manifestation d'un intérêt pour la politique et son actualité. Cependant, l'atout de l'adoption de ce type d'analyse statistique est d'affiner considérablement ces corrélations et de dégager le système de relations que les individus entretiennent avec un ensemble diversifié de supports informationnels dans un espace social donné. L'article présente les agencements complexes qu'opèrent les individus dans un environnement médiatique caractérisé par la pléthore des sources d'information. Cette écologie dresse l'opposition structurante de modes de consommation unimodale entre, d'une part, le support télévision comme moyen d'information prioritaire des classes populaires et, d'autre part, l'Internet, privilégié par les plus jeunes

2. Voir <http://www.cevipof.com/fr/mediapolis/rapport>.

3. Jouët J., Vedel T., Comby J.-B., "Political information and interpersonal conversations in a multimedia environment: a quantitative and qualitative examination of information practices in France", in *European Journal of Communication*, vol. 26, n° 4, December 2011.

et apprécié par les individus les plus éduqués et politisés. Mais cette césure laisse le champ grand ouvert à des combinaisons de pratiques qui articulent le recours à une pluralité de médias. L'analyse dégage le rôle structurant de la radio – média le plus souvent délaissé par la recherche – comme support d'information politique privilégié auprès des catégories sociales supérieures, tout comme le maintien de la presse quotidienne auprès des populations les plus âgées mais aussi les plus intéressées par la sphère du politique. L'écologie des pratiques met au jour quatre types de pratiques informationnelles politiques, types qui témoignent des relations d'ajustements qui se nouent entre l'offre exponentielle d'information multi-supports et les comportements des individus dont les combinatoires d'usage reflètent leur position sociale, mais aussi leur intérêt pour la politique. Cette écologie, loin d'être rigide, connaît avec la croissance des médias numériques une évolution continue, et les types dressés sont autant de marqueurs d'une société en mutation tant au niveau technologique qu'au niveau des pratiques sociales.

L'article suivant permet de prolonger ces arguments par l'exploration des pratiques informationnelles en ligne au sein des catégories sociales supérieures. En se fondant sur l'analyse des conversations menées au sein de huit groupes d'entretiens collectifs, les auteurs (Jean-Baptiste Comby, Valérie Devillard, Charlotte Dolez et Rémy Rieffel) démontrent combien, au sein d'un même groupe social, les appropriations de l'actualité sont fortement différenciées. Alors que les classes supérieures, comme toutes les classes sociales d'ailleurs, sont le plus souvent associées à des comportements homogènes, l'intérêt de l'article est de démontrer la différenciation des pratiques informationnelles interne à ce groupe social. L'article ne part pas du questionnement usuel qui interroge les effets de l'Internet sur les pratiques informationnelles, mais son intérêt est, au contraire, d'inverser la problématique qui porte sur l'actualisation des rapports préexistants à l'information et au politique dans les usages sociaux du net. Si cinq groupes témoignent d'« usages conventionnels » qui prolongent sur l'Internet leurs habitudes antérieures, leur consommation étant en quelque sorte un décalque et un complément de leurs usages toujours actifs des médias de masse, trois autres groupes s'avèrent en rupture avec ce modèle car ils élisent l'Internet comme mode d'accès privilégié à l'information et en explorent les ressources spécifiques (blogs, *pure-players*, twitter, partage d'information...), sans négliger pour autant l'apport des médias traditionnels. Alors que la variable « âge » est toujours avancée comme le facteur le plus discriminant dans les usages de l'Internet, l'article y apporte un sérieux correctif dès lors que la focale est portée sur les contextes sociaux d'appropriation et les dispositions socioprofessionnelles. Or ce qui caractérise, dans ce terrain d'enquête, les grou-

pes innovants dans leurs « usages en toile de fond » de l'Internet est leur appartenance aux métiers du symbolique et leur position dans une trajectoire sociale ascendante, qui favorisent leur pleine appropriation des dispositifs numériques. L'originalité de l'article réside donc dans la prise en compte de propriétés sociales spécifiques et du contexte professionnel des internautes qui permet de saisir plus finement la complexité des agencements opérés par les individus pour s'informer et exercer une veille citoyenne sur leur environnement.

Alors qu'Internet a favorisé la mobilisation d'internautes dans la production de nouvelles formes d'information, ce dossier présente enfin une étude ethnographique originale d'un blog d'information participative en banlieue. En effet, avec l'émergence récente du « Web participatif », l'espace journalistique se voit davantage soumis à une audience active susceptible de produire une contre-expertise externe. Les travaux conduits sur ce terrain soulignent l'influence d'une production amateur qui encourage les professionnels à opérer des changements quant au respect des faits, au recoupement des sources, au travail de sélection des *gate-keepers*, à la hiérarchisation des informations, à la nécessité de l'investigation, ou encore au dégagement des logiques de relations publiques. Pour une large part, ces recherches se sont orientées vers l'analyse de dispositifs tels qu'*OhmyNews*, *Jinbonet*, *Youdecide2007*, *HuffingtonPost*, *WestportNow*, *MyMissourian* et, en France, essentiellement vers *Agoravox*, *Mediapart*, *LePost* ou encore *Rue89*. Mais aucune recherche n'avait été jusqu'alors menée sur l'expérience pourtant unique du *Bondy blog*, initiative prise en 2005 par des journalistes suisses et ayant pour objet d'associer des professionnels et des amateurs dans la production d'une information dont la spécificité est de traiter de la banlieue. L'article de Julie Sedel vient pallier ce manque et présente des descriptions fines de ces formes plus ou moins resserrées de collaboration « pro/am », interpellant notamment les journalistes sur leurs pratiques en banlieue. L'auteur montre la manière dont ce dispositif de production d'information s'appuie sur des « arts de faire » singuliers : un *sourcing* moins institutionnel, des formes énonciatives plus variées, un rapport au public plus direct, mais aussi une part plus importante de créativité, de subjectivité et d'affirmation identitaire. Mais si *Bondy blog* illustre de manière singulière comment certaines formes de participation « citoyenne » sur l'Internet semblent pouvoir donner des armes nouvelles à une critique vigilante du travail des médias, il révèle également certaines des tensions inhérentes à ce type d'initiative. D'un côté, les journalistes reprochent par exemple aux blogueurs leur manque de professionnalisme, de l'autre côté, les acteurs militants et associatifs estiment que l'institutionnalisation du blog est un obstacle

à l'émergence d'une authentique parole de banlieue qui serait notamment susceptible de déboucher sur une mobilisation sociale.

Ce numéro comporte deux articles en Varia. Patrick Charaudeau tente de mettre en perspective l'« affaire Zemmour » qui défraya il y a peu la chronique et fit l'objet d'un procès, qu'il considère comme l'expression d'une dérive médiatique. L'auteur reprend l'évolution récente des débats télévisés, pour noter que s'est aujourd'hui installée, avec une primauté du divertissement, une véritable nécessité de la polémique. Définissant au plus près le contexte de l'affaire, notamment le statut des prises de parole et le rôle des médias, il s'interroge ensuite sur les limites de la liberté d'expression, prônant, afin d'en définir le cadre, une primauté de l'éthique de responsabilité face à l'éthique de conviction dans une logique démocratique.

Dans un tout autre registre, à partir d'une large enquête, Stéphane Olivesi s'est penché sur la difficile prise en compte des logiques de communication par les structures spécialisées dans la formation des syndicalistes. Il constate d'abord la primauté de la formation juridique sur toute autre, puis la disparité selon les syndicats et les régions quant à l'intégration de la communication, en fonction notamment des relations établies avec des structures privées ou universitaires. L'auteur note également que la formation aux techniques d'expression l'emporte sur une réflexion critique, ce qui le conduit à expliquer un certain affaiblissement des militants face au discours patronal et fait de cet article une contribution à l'explication de la crise du syndicalisme en France.